

Le 8 septembre 2008
Les Cafés géographiques de Montréal
Centre d'histoire de Montréal
Invités : Véronique Gani et Marie-Josée Bonin

Reconstruire nos Communautés et nos Cités avec les jeunes d'origines et de conditions diverses : enjeux et défis

Bonjour, je m'appelle Édith Mukakayumba et voici mon partenaire Jules Lamarre. Au nom de la [Ville de Montréal](#), de [l'École de cinéma Mel Hoppenheim](#) de l'Université Concordia ainsi que de la [Maison de la géographie de Montréal](#), je vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'être venus ici en aussi grand nombre.

J'aimerais dédier cette soirée tout d'abord à Max Rushemeza, un jeune homme d'origine rwandaise qui a été assassiné ici, à Montréal, il y a un an par un autre jeune Rwandais. La victime et son assassin étaient tous les deux des survivants du génocide de 1994. La mère de Max est parmi nous ce soir.

J'aimerais aussi dédier la soirée à Madame Rose, qui est aussi d'origine rwandaise. En 1994, on a assassiné toute sa famille sous ses yeux. Lorsqu'elle les a suppliés de la tuer elle aussi, les assassins lui ont dit : « Toi, on ne te tue pas. Tu mourras de chagrin ». Aujourd'hui, Madame Rose vit à Montréal dans une petite chambre dans un sous-sol. Si elle mourait seule et abandonnée de tous, cela signifierait que des assassins auraient gagné.

Où pourrait-elle trouver une raison de vivre? En tous cas, dans la société rwandaise traditionnelle, elle n'aurait pas à se poser la question. Là-bas, il y a un proverbe qui dit : « Un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Dans une telle société, dans le passé les vieux ont toujours possédé une valeur inestimable puisqu'il leur revenait de transmettre la connaissance. Par contre, dans nos sociétés dites post modernes, les vieux ont été remplacés par les professeurs d'université, entre autres, dont on s'attend à ce qu'ils soient le plus jeune possible et qu'ils sachent à peu près tout sur très peu de choses, en fin de compte. De sorte que nous sommes en train de perdre de l'essentiel, soit de la connaissance capable de renforcer le lien social et éviter que les plus jeunes, notamment, ne s'égarent. C'est ce que croyait également le psychanalyste Bruno Bettelheim lorsqu'il a écrit que : « Toutes les fois que les vieux ne savent pas où ils vont, les jeunes se sentent perdus », cité par Vance Packard.

C'est pourquoi depuis un moment je voulais être de l'aventure des Cafés géographiques de Montréal. Au départ, j'entrevois la possibilité de créer des lieux de rencontre où des gens, comme Madame Rose, comme ma voisine italienne, ou comme ma voisine québécoise pourraient nous parler afin de mieux nous transmettre un patrimoine culturel dont nous pourrions tous bénéficier. Mais il y a plus.

Il y a 30 ans déjà, un géographe réputé a déjà écrit que : « La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre ». Comme d'autres, depuis 30 ans Jules et moi, qui sommes aussi des géographes, croyons fermement que la géographie peut servir, aussi, à faire la paix. Quand les gens pensent à la géographie, aussitôt des noms de montagnes, de villes, des chiffres de populations leur viennent à l'esprit. Mais pour nous, cette discipline étudie l'espace dans lequel nous vivons au quotidien. Sans le vouloir, récemment un travailleur du communautaire qui ne nous connaissait

pas a défini devant nous la géographie d'une façon remarquable quand il nous a dit : « Vous autres, les universitaires, vous venez nous dire quoi faire alors que vous ne connaissez même pas le terrain ! » Or la géographie ça sert d'abord à étudier le terrain pour mieux intervenir ensuite, s'il y a lieu, afin que nous puissions tous coexister de façon harmonieuse.

Le terrain, il est vivant. Il n'a pas seulement besoin qu'on s'occupe de lui puisqu'il peut aussi le faire lui-même. C'est dans cet esprit que nous avons décidé d'utiliser la formule des cafés-géo pour créer des lieux de débat afin que le terrain s'exprime à propos de ce que les uns et les autres en font, ou veulent en faire. Nous voulons que les cafés-géo deviennent un instrument qui favorise un aménagement sociospatial davantage participatif. À cet égard, comme vous le savez, la population attend beaucoup de la Ville de Montréal. Nous pensons que nous pouvons aussi aider la Ville à nous aider.

Jules Lamarre : Les cafés géographiques ont été créés à Paris il y a dix ans maintenant par Gilles Fumey qui enseigne la géographie à l'Université de Paris IV. Il existe une Association des Cafés géographiques de Paris qui regroupe des cafés-géo qui ont lieu dans environ 25 villes de France, de même que dans trois villes situées à l'extérieur de ce pays, soit Bruxelles, Québec et depuis ce soir Montréal. Ici, à Montréal, ce qui nous intéresse tout particulièrement, c'est d'utiliser les cafés-géo pour favoriser l'intégration sous toutes ses formes, celle des pauvres, des nouveaux arrivants, des jeunes en difficulté en posant le problème de l'interculturalité dans l'espace montréalais. Bref c'est de se pencher sur les façons dont s'exprime le rapport à l'Autre dans la ville afin de mieux apprivoiser ce rapport. Nous en avons discuté avec les gens de la Ville de Montréal qui nous ont aussitôt prêté une oreille attentives.

Ce soir, c'est dans cet esprit que nous accueillons Madame Véronique Gani ainsi que Madame Marie-Josée Bonin. La première est éducatrice spécialisée au Centre Don Bosco à Brest en France. Elle est accompagnée d'une délégation comprenant certains de ses collègues de travail ainsi que quatre jeunes dont s'occupe leur organisme. Madame Gani et ses collègues nous entretiendront du rôle qu'ils jouent auprès des jeunes qui leurs sont confiés.

Pour sa part, Madame Marie-Josée Bonin est directrice, à la Ville de Montréal, de la Direction de la diversité sociale. Madame Bonin nous parlera de la façon dont la Ville de Montréal cherche à favoriser l'intégration des jeunes dits à risque, notamment, de manière à éviter que ne se répètent des situations malheureuses comme celle qui s'est produite il y a un mois à Montréal-Nord, là où un jeune a été tué par la police.

Mais auparavant, Louise Lamarre, directrice du programme de production cinématographique à l'École de cinéma Mel Hoppenheim de l'Université Concordia, va nous présenter un court métrage qui a été réalisé par deux de ses anciens étudiants. Ce film de six minutes pose de façon très efficace le problème auquel doit faire face n'importe quel immigrant transplanté à Montréal, ou n'importe où ailleurs : demeurer quelqu'un.

Enfin, j'aimerais signaler la présence dans la salle de bon nombre de Québécois venus d'ailleurs et qui non seulement se sont bien intégrés à leur nouvel environnement sociospatial, mais qui servent à présent de locomotives de notre société commune pour le bénéfice de toutes et de tous.

Édith Mukakayumba : Le mot de la fin nous sera adressé par Madame Marie Deros. Madame Deros est une élue au Conseil de Ville de Montréal où elle est responsable du dossier jeunesse. Nous la remercions vivement de sa présence parmi nous.

Intervention de Louise Lamarre

À Montréal, l'Université Concordia est reconnue pour sa grande ouverture à la diversité culturelle. J'y dirige le programme de production cinématographique de l'École de cinéma Mel Hoppenheim où le tiers de nos étudiants proviennent de l'étranger, principalement d'Amérique du Sud, d'Afrique du Nord, d'Europe et de la Chine. À la fin de leurs études, 95% de ces étudiants s'installent au Québec et s'y trouvent du travail.

Lorsque Édith et Jules m'ont parlé du thème de ce premier Café géographique de Montréal, j'ai tout de suite pensé qu'il serait intéressant de présenter un film produit et réalisé par deux de mes anciens étudiants qui ne pouvaient pas être ici ce soir parce qu'ils sont au Festival de Toronto où le court métrage que nous verrons dans un moment se retrouve en compétition officielle. Les deux gars étaient vraiment excités de savoir que leur film vous serait présenté ce soir en avant-première.

Le film s'intitule *Midi* et dure six minutes. Le réalisateur s'appelle Dan Popa et il est d'origine roumaine, alors que le producteur s'appelle Vuk Stoyanovic qui est, lui, d'origine serbo-croate. Voyons ce que ces deux cinéastes nous ont concocté.

Présentation du film *Midi*. (6 min. 12 s.)

Synopsis. Aujourd'hui, c'est le jour de l'anniversaire de Koppa. Koppa est un immigrant qui ne sort plus de chez lui. Il passe ses journées sur son balcon d'HLM de Montréal à fabriquer des mouches à pêche. Pour lui, aujourd'hui est une journée comme toutes les autres. Sa femme, qui le sent profondément malheureux, lui propose encore une fois d'aller rencontrer des amis, histoire de se changer les idées. « Demain, peut-être » répond-il, comme les autres fois. À son repas d'anniversaire, Koppa porte la cravate que sa femme vient tout juste de lui offrir en cadeau, une cravate dont il n'a même pas remarqué la couleur. Il sait que depuis qu'il est arrivé à Montréal, il n'est plus personne. Et il a peur de ce qui s'en vient.

Présentation de Madame Véronique Gani et de ses collègues

Véronique Gani : Bonsoir et merci de nous accueillir ici ce soir. Je reprendrais d'abord le titre du Café géographique : Reconstruire nos villes et nos cités avec les jeunes d'origines et de conditions diverses. C'est dans cet esprit que nous sommes venus en visite au Canada. Nous voulons découvrir le système judiciaire d'ici pour comprendre ce qu'il partage avec celui de la France et en quoi il s'en distingue. Essentiellement, nous sommes à la recherche d'idées nouvelles capables d'aider à améliorer le sort des jeunes que la société nous confie.

En quelques mots, j'aimerais vous présenter notre organisme, l'Association Don Bosco, qui a été fondée en 1945 à Brest, en France. Plus précisément, nous travaillons au Centre de formation Don Bosco qui regroupe trois pôles, soit un pôle handicap, un pôle protection sociale et un pôle insertion sociale. Le Centre de formation Don Bosco regroupe en fait deux pôles, le pôle protection de l'enfance et le pôle insertion sociale. L'Association Don Bosco compte environ 700 salariés répartis dans 37 constituantes. Voici Abdou et puis Marie qui avec moi travaillent au Centre de formation Don Bosco. Nous sommes accompagnés de quatre jeunes dont s'occupe notre Centre, soit Valérie, Jonathan, XXX et Jérémy.

Dans ce Centre de formation, il y a différents dispositifs. Je dirige le dispositif qui s'appelle *espace de médiation scolaire* et qui s'occupe de jeunes de 12 à 16 ans qui sont déscolarisés. Il faut savoir qu'en France la scolarisation est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Mais pour un certain nombre de jeunes, ça ne se passe pas comme ça et des directeurs d'écoles repèrent les décrocheurs, ou les jeunes qui présentent des problèmes de comportement et nous les envoient, à l'espace de médiation scolaire. Ce sont aussi les tribunaux qui nous demandent en renfort et nous envoient de jeunes condamnés. Les juges orientent également des jeunes vers l'espace de médiation scolaire. Je laisse maintenant la parole à mes deux collègues qui vont vous présenter à leur tour les dispositifs dans lesquels ils travaillent.

Abdoul : Je travaille dans le dispositif qu'on appelle Espace insertion. Ce dispositif accueille des jeunes de 18 à 25 ans qui sont en attente de leur procès, ou bien qui ont reçu leur sentence. Nous possédons une résidence qui peut accueillir 25 jeunes qui pourront purger leur peine chez nous en situation de semi-liberté. Ils doivent se chercher du travail en allant s'inscrire auprès d'agences de placement. Il leur faut s'ouvrir un compte de banque, obtenir une carte d'identité, etc. Nous les accompagnons dans leurs démarches d'insertion sociale et nous pouvons aussi les aider à voir clair dans leurs démêlés avec la justice.

Marie : Nous sommes ici pour une dizaine de jours. Notre venue parmi vous est le résultat d'un projet qui a débuté il y a plus d'un an. En France, diverses lois ont récemment été modifiées qui concernent les jeunes contrevenants, dont une loi sur la récidive dont le durcissement a touché beaucoup de jeunes avec lesquels nous travaillons. Nous avons donc monté un projet qui nous permet aujourd'hui d'aller ailleurs, notamment au Canada, pour savoir comment les systèmes judiciaires d'autres pays traitent la question de la récidive chez les jeunes contrevenants. Nous voulons être en mesure de comparer les divers systèmes, d'évaluer les solutions proposées par les uns et les autres à des problèmes qui sont semblables. Un appel d'offre a été lancé parmi nos divers partenaires et la Préfecture a accepté de soutenir notre projet. Nous sommes donc venus ici pour « étudier », si je puis dire, le système judiciaire canadien et québécois.

Jules Lamarre : Tout de suite, j'ai envie de vous demander... Depuis moins de 48 heures que vous êtes parmi nous, avez-vous l'impression d'avoir déjà appris quelque chose de particulier?

Abdoul : Oui. Par exemple, la population et les policiers d'ici semblent faire bon ménage, ce qui est pour nous quelque chose d'étonnant. En France, par habitude sans doute, les gens tendent à se méfier davantage de leurs policiers.

Jules Lamarre : Demain, vous irez rencontrer Madame Andrée Ruffo, ex-juge au Tribunal de la Jeunesse du Québec. Nous vous souhaitons d'avoir avec elle une rencontre qui soit des plus constructives.

Jules Lamarre : Accueillons à présent Madame Marie-Josée Bonin qui est responsable de la Direction de la diversité sociale à la Ville de Montréal. Madame Bonin, si vous voulez bien prendre place...

Marie-Josée Bonin : Qu'est-ce qu'une Ville peut bien faire pour sa jeunesse? On est responsable de tout et on n'est responsable de rien, parce qu'on a des responsabilités au Québec qui sont très différentes des responsabilités que les villes ont ailleurs au Canada ou même en Europe parce qu'on va placer un peu le contexte pour que les gens comprennent ce qu'on peut faire et quels sont les moyens qu'on a pour le faire. Quand vous parliez des responsabilités

comme la santé, tout ce qui touche la santé comme les services de première ligne, les services sociaux, quand on pense à l'éducation, quand on pense à l'emploi, au filet de sécurité sociale, à la Justice, vraiment les Cours de justice pour le règlement de la criminalité, et à l'immigration, ce sont des responsabilités qui relèvent du Gouvernement du Québec. Donc ils ont l'argent, ils ont les structures pour intervenir dans ces champs-là de compétence.

Nous qu'est-ce qu'on a comme ville, comme responsabilités ce sont les services de proximité. Qu'est-ce que ça veut dire? C'est la vie du quartier. Ça veut dire des interventions qui sont très très terre-à-terre que tout le monde connaît, déneiger les rues, nettoyer les rues, ramasser les déchets, s'assurer que tout le monde ait de l'eau potable. Ce n'est pas très rock-and-roll comme responsabilités, mais si on ne le fait pas, personne ne va le faire.

Mais on a une autre responsabilité qui s'appelle le loisir et le développement social, deux responsabilités avec lesquelles on peut faire beaucoup. On fait beaucoup de deux manières : il y a les responsabilités, vous savez que Montréal a des arrondissements comme à Paris, le modèle français. Par contre à Paris, ils n'ont pas de responsabilité légale. Ici, on en a. Donc dans l'arrondissement, c'est Madame Deroz pour l'arrondissement Saint-Michel-Parc Extension, responsable de la prévention, c'est ça? Les arrondissements doivent donner des services à l'ensemble de la population. Donc les activités culturelles, les activités de loisir, les activités sportives, les activités de développement de la personne mais pour toutes les clientèles : les jeunes, les vieux, les personnes âgées (excusez!), les personnes... pour toute la population. Par contre, quand on s'aperçoit qu'il y a des clientèles qui demandent des soins tout particuliers, l'expertise n'est pas directement dans l'arrondissement, mais l'expertise se retrouve, en ce qui concerne le développement social, dans ma direction qui s'appelle la Direction de la diversité sociale. **(46:37)** C'est une bibitte à quatre pattes, la première patte étant le développement social, comme on entend chez nous, c'est-à-dire s'occuper de clientèles comme les personnes handicapées, donc développer tout un plan d'accessibilité universel pour tous les types de handicaps, pas uniquement les handicaps locomoteurs, pas juste les rampes pour accéder aux immeubles, mais aussi les personnes qui ont des handicaps mentaux ou des handicaps de comportements pour lesquels on essaie de faciliter la vie. Je vous inviterais d'ailleurs, si vous allez sur le site Internet de la Ville, vous avez une petite icône qui s'appelle *Accès simple*, pour des personnes qui ont des déficiences mentales et qui vivent dans des foyers autonomes dans la ville, toutes les informations utiles pour vivre en ville apparaissent dans un langage extrêmement simplifiée... les gens nous disent que c'est du mauvais français : pas du tout! C'est une langue qui est apprise comme aux gens qui sont atteints de trisomie. Donc, c'est pour ça qu'on parle d'accessibilité universelle.

On s'occupe de prévention en termes de sécurité. Chez nous on appelle ça les projets tandems pour aider la population à prendre en charge la prévention et sa propre sécurité. On s'occupe de l'itinérance, des jeunes de la rue et de la cohabitation harmonieuse de tout le monde sur le domaine public. Parce qu'ici l'été est court et est très agréable de par les activités extérieures, mais parfois, les jeunes de la rue qui arrivent, soit des régions, ou qui arrivent d'ailleurs au Canada, pour venir fêter à Montréal, qui cohabitent avec les itinérants qui ont aussi leurs territoires, vous mélangez ça avec les résidants du centre-ville et les touristes qui viennent d'ailleurs dans le monde, des fois la cohabitation n'est pas facile. **(48:34)** Donc, on essaie de travailler à des projets de médiation urbaine pour que tous ces gens s'entendent bien et puissent trouver leur compte sans discrimination.

Nous faisons de la revitalisation urbaine, c'est-à-dire que dans les quartiers qui sont très défavorisés, nous avons des programmes pour à la fois essayer d'améliorer l'environnement bâti, mais aussi d'améliorer le tissu social (48:50). Des organismes communautaires, des organismes type du vôtre, à aider à la fois des jeunes et des familles à se reprendre en main, et aussi des organismes comme les écoles et les Centres locaux de santé et de services sociaux, que tout le monde travaille ensemble avec le même diagnostic et plan d'action. Et on fait aussi le support à la concertation locale, c'est-à-dire que pour qu'un quartier fonctionne bien, il faut que tout le monde se parle, et Geneviève qui est ici, s'occupait entre autres des tables locales de concertation, pour financer, financer et aussi aider les gens à développer une expertise pour intervenir sur le terrain. Ça c'était ma première patte. **(51:03)**

Ma deuxième patte, c'est la lutte à la pauvreté et à l'exclusion. On a une entente avec le Gouvernement du Québec de cinq millions de dollars, ce qui fait quelque chose comme trois millions, trois millions et demi d'Euros, pour soutenir des organismes communautaires qui luttent contre les effets de la pauvreté. Parce que s'occuper de la pauvreté, je vous l'ai dit précédemment, on n'a pas d'éducation, on n'a pas de ressources en éducation, on n'a pas de ressources en emploi, donc on peut aider ces domaines-là, mais nous n'avons pas la maîtrise d'œuvre parce qu'on n'a vraiment pas les ressources pour ce faire. Par contre, très souvent, dans des projets qu'on réussit à développer, vous allez le voir un petit peu plus loin quand je vais arriver sur les jeunes, on peut comme ville avoir une valeur ajoutée à ces activités, d'employabilité, de lutte à la pauvreté.

La troisième patte, les affaires interculturelles. Vous avez remarqué que Montréal est quand même une ville multiethnique, et on essaie de faire la promotion de la diversité, tant à l'interne, parce qu'il faut aussi former nos employés, il faut former nos intervenants sur le terrain afin de respecter cette pluriethnicité, mais aussi il faut faire la promotion ne serait-ce qu'en développement économique que les entrepreneurs qui proviennent des communautés culturelles qui puissent prendre part au réseau d'affaires qui existe ici. Et on fait la lutte au racisme et à la discrimination et je veux parler d'un projet tout particulier qu'on a auprès des jeunes qui est une trousse, *On ne joue pas avec les droits*, où dans les camps de jour l'été les enfants de 6 à 12 ans, avec cette trousse-là, apprennent à découvrir quels sont les droits des enfants, les droits de l'homme, de la personne, mais qu'ils apprennent aussi la résolution de conflits, mais de manière pacifique. Et c'est par le jeu.

Au début, on ne leur dit pas : « Vous allez avoir une session de jeu », pas du tout. Ce sont vraiment des jeux et la trousse est libre de droits sur le site Internet, donc est disponible à tout le monde. Et ça permet aux jeunes, après, de faire une rétroaction et de découvrir « Ah ben oui, c'est sûr que ça va mieux quand on le fait ensemble, ou c'est pas drôle d'être celui qu'on discrimine dans une équipe. » Et ce qu'on est en train de développer, c'est une trousse équivalente... pas équivalente parce qu'on n'en a pas le format encore, mais pour les jeunes de 12 à 18 ans, qui sont un peu moins faciles à rejoindre mais qui auraient besoin, probablement, de mieux connaître tous les enjeux des droits de chacun. **(53:54)**. Donc, assez rapidement, ma troisième patte, les affaires interculturelles.

La quatrième patte, qui est un peu nouvelle, c'est que la Ville de Montréal a une politique d'égalité entre les femmes et les hommes et nous devons mettre en œuvre cette politique. À travers les instances de la Ville, et aussi la promotion de cette égalité, à l'extérieur de la ville, quand c'est possible.

Mais les jeunes dans la ville, (54:17) qu'est-ce qu'on peut faire nous au central, quand je dis central, c'est que mon équipe n'est pas dans un arrondissement, mon équipe travaille au corporatif de la Ville, donc on s'adresse à l'ensemble des arrondissements, mais pour des clientèles particulières. Donc, quelle est notre philosophie? C'est rejoindre les jeunes afin de leur offrir des alternatives aux comportements qui sont répréhensibles. Donc, ce qu'on veut, la manière dont on travaille, on est plus en prévention qu'en correction. Quand les jeunes sortent des institutions carcérales ou de la protection de la jeunesse, c'est le Gouvernement du Québec qui est responsable de leur offrir des services. Nous on travaille plus avec des jeunes qui sont dans des zones à risques pour les aider à développer des habiletés, des intérêts, des comportements ou tout simplement d'avoir une personne qui est là quand ils en ont besoin pour s'assurer qu'on évite le décrochage scolaire, qu'on évite la délinquance, l'adhésion à des gangs de rue, ou dans le fond des comportements qui ne permettent pas aux jeunes de se développer (55:38) au mieux de sa personne.

Qu'est-ce qu'on fait pour ça? Je vais vous donner des genres de projets. On finance des animateurs de milieux, c'est-à-dire des intervenants qui vont dans des lieux où se trouvent les jeunes. On en a dans les HLM qui vont jaser aux jeunes qui sont dans la cage d'escalier en train de se demander quoi faire. On va les rejoindre dans la rue et on sait que plusieurs de ces jeunes-là qui n'aiment pas le sport organisé, avec toutes les contraintes du sport organisé, des entraînements, des horaires... Par contre on a mis sur pied des jeux de la rue. Des jeux de la rue c'est à un moment donné un groupe de jeunes qui veulent aller dans un parc pour faire une partie de football et qui, à un moment donné, découvrent que dans le parc voisin il y a une aussi autre équipe de football et qui se génèrent des compétitions entre eux. Que ce soit du football, du skate, des patins à roues alignées. C'est vraiment du sport qui n'a pas le même type d'organisation que les équipes sportives en bonne et due forme.

On essaie de conjuguer l'employabilité avec des intérêts qui pourraient avoir plus particulièrement comme l'environnement, la Ville avait besoin de faire le recensement des arbres, parce qu'on a de méchants insectes, semble-t-il, qui vont nous arriver de l'Ouest pour bouffer nos arbres on avait besoin d'en faire un recensement. Donc on a créé des équipes de jeunes qu'on a formés en horticulture pour faire le dénombrement des arbres et qui ont développé une passion pour l'horticulture et qui, grâce à ce petit travail d'été, qui était payé, ils ont pu découvrir ce que c'était, à savoir s'ils aimaient ou s'ils n'aimaient pas et repartir. On en a eu comme ça, on en a dans nos grands parcs pour faire du travail de reboisement. On a aussi créé des camps pédagogiques pour permettre aux jeunes, l'été, qui ont quitté l'école à 14-15 ans sans diplôme, mais qui auraient le goût de travailler dans les magasins grande-surfaces soit en commerce d'alimentation ou en quincaillerie, d'apprendre à travailler dans ces métiers-là. Donc on soutient les camps pédagogiques de ce type. Et un autre type de projets qu'on a parti depuis deux ans, c'est que dans certains quartiers les jeunes restent sur leurs balcons tout l'été, découvrent le parc qui est à côté d'eux, mais du vrai plein-air, ils ne savent pas ce que c'est. Donc on a mis sur pied un plein-air urbain. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'aller au Parc Jean-Drapeau... C'est un parc qui a été créé lors de l'Expo 67 à partir de l'Île Sainte-Hélène qui était une île existante... Et il y avait la possibilité de faire des activités nautiques, des activités d'hébertisme, de découvrir l'histoire parce qu'il y a certains artefacts là-bas, donc on amène des jeunes des camps de jours qui sont des quartiers défavorisés à venir passer une journée de plein-air au Parc Jean-Drapeau pour les inciter, comme c'est accessible du métro, à y retourner et ainsi à sortir de leur béton, de leur quartier qui est mois agréable.

Donc, je vous ai placés... ce sont des exemples... donc vous voyez qu'on n'est pas en première ligne pour le travail avec les jeunes. Par contre, je pense qu'à partir de toutes ces activités... je n'ai pas parlé des bibliothèques, des lieux culturels, mais je crois qu'à partir des équipements et des ressources que nous avons, c'est d'essayer le plus possible d'interpeller les jeunes et je puis vous dire que nous avons, côté jeunesse, une priorité dans le grand service qui chapeaute notre direction, priorité jeunesse, priorité pour le maire de Montréal – il est directement responsable du dossier jeunesse – et il a tenu à mettre sur pied un Conseil jeunesse qui est formé de jeunes de moins de 30 ans et qui doit être un comité aviseur de ce que fait la Ville, de ce que doit et de ce que devrait faire la Ville. Et ils nous ont donné des avis autant sur la participation citoyenne des jeunes que sur l'environnement, sur l'eau, sur les transports, donc ce groupe de jeunes-là discute d'une thématique et donne des avis aux élus pour mieux orienter les politiques municipales. Donc j'ai fait un petit tour de ce qu'on essayait ou de ce qu'on essaie de faire et je pense qu'on va continuer avec une discussion, ce qui sera beaucoup plus simple. **APPLAUDISSEMENTS (01:00:19)**

Jules Lamarre : une question à chaud, si vous me permettez. Si je comprends bien, face au jeunes, du côté de la Ville, il y a beaucoup d'ouverture et cela peut aller en descendant en cascade jusqu'aux policiers.

Marie-Josée Bonin : Il y a de l'ouverture mais je n'ai pas parlé des services policiers, ce n'est pas mon service. On est en train d'organiser une police de quartier qui est une police qui est supposée travailler le plus près possible avec la communauté. On a vécu il y a quatre semaines, un mois, un incident malheureux. Par contre, dans Montréal-Nord, dans ce quartier-là qui est un quartier connu pour avoir des gangs de rues et une criminalité importante, c'était l'été qui avait été le plus calme, c'était l'été où les activités avaient le mieux fonctionné, mais, malheureusement, un événement dont on ne connaît pas encore le rapport d'enquête, il y a eu la mort d'un jeune de 18 ans. C'était la mauvaise année pour arriver dans ce quartier-là, parce qu'on sentait vraiment que les activités de prévention des gangs de rue commençaient à porter fruit. Mais bon. Le milieu communautaire accompagné par la Ville, accompagné par tous les paliers de gouvernement, on s'est mis autour de la table et on s'est demandé qu'est-ce qu'on fait.

Jules Lamarre : Ma question s'adresse à nos invités de Brest, comment réagissez-vous à ces propos de Mme Bonin? Que signifie pour vous cette ouverture dont la Ville de Montréal fait preuve face aux jeunes?

Abdoul : Nous quand on entend qu'il y a un jeune qui a été tué et que les gens de Montréal se posent des questions... Nous on n'en est plus là parce que des jeunes tués par des policiers, malheureusement cela devient presque banal, chez nous. C'est vrai que vous avez entendu, comme tout le monde, qu'il y a eu des émeutes dans les banlieues, dans les quartiers, mais ça c'est arrivé il y a maintenant deux ans, je pense. C'est vrai que c'était... Pour une fois ce sont les jeunes des quartiers qui se sont révoltés. Ça s'est passé il y a deux ans, et les conséquences... il y a rien eu. Les jeunes se sont révoltés pendant plus d'une semaine. Le résultat, il y a rien eu. Il y a rien eu de fait par le gouvernement, il y a rien eu de fait par les maires, il y a rien eu, quoi. C'est passé aux oubliettes. Nous on en est à se demander comment on fait avec les jeunes qui récidivent. Donc voilà c'est le questionnement qu'on a partout en France c'est de faire en sorte que les jeunes qui font des bêtises ne recommencent pas. Donc voilà, on cherche encore.

Jules Lamarre : Si vous avez des questions, nous vous invitons à les poser maintenant.

Aïda Kamar : Je voudrais justement répondre à ce que vous êtes en train de dire et pour compléter ce que vient de dire Madame Bonin... en fait, il y a une question que reste et restera commune entre ce qui se passe chez vous et ce qui se passe chez nous, même si les phénomènes sont différents, et s'expriment de façon différentes. (...) Madame Bonin vient d'évoquer le cas de Montréal-Nord où on a connu des problèmes qui ont secoué notre société, parce qu'on n'y est pas habitué, parce que ne n'est surtout pas ça le cœur et la volonté de cette société qui se veut profondément comme une société ouverte. Ça fait partie du quotidien des gens. Et pourtant, les phénomènes sont là. Et la question est la même. Et si aujourd'hui, les jeunes décidaient, et si aujourd'hui les jeunes de Montréal-Nord en sont arrivés là, c'est parce qu'ils se posent souvent la question, et ils l'ont posé pleinement il y a quelques temps : Comment se fait-il que né dans un pays, on se considère, on est considéré d'ailleurs? Comment se fait-il qu'enfant on continue à être maghrébin, algérien ou autre, comment se fait-il que nés à Montréal-Nord on continue à être haïtien, alors qu'un grand écrivain comme (...) est considéré comme un québécois? **(01:05:21)**. En un mot, les jeunes nous posent la question : Comment doit-on faire pour intégrer? Et je pense que tout ce qu'on vit est un appel. Et c'est là que je voudrais vous dire que nous avons ici deux expériences différentes, deux régions qui ont vécu les gangs de rues, qui ne sont écartées que de quelques rues seulement, l'une s'appelle Montréal-Nord et l'autre s'appelle Saint-Michel. Saint-Michel a trouvé des solutions dont l'une d'elles est, par exemple, magnifique et significative et s'appelle la tohu. Si vous avez l'occasion en circulant (...), parce que dans ce lieu, vous êtes accueillis par des jeunes du quartier, ils s'impliquent là-dedans, ce sont leurs initiatives (... des différents intervenants et responsables et il en résulte une dynamique. Donc, je crois que finalement les solutions sont peut-être là. (...)

Chez vous et chez nous, comment considère-t-on que ces jeunes :

- 1- se considèrent comme partie prenante et essentielle de notre société,
- 2- qu'avons-nous à faire pour que leurs talents soient mis à l'avant, qu'il s'agisse de diplômes, de talents de création,
- 3- quelle est notre responsabilité à nous adultes citoyens envers ces jeunes. Je crois que c'est autour de ça qu'il faut réfléchir.

Abdoul : Je veux juste raconter une anecdote. Il y a un célèbre politicien qui a dit La France, vous l'aimez ou vous la quittez... Les jeunes, ils sont nés en France, donc c'est des Français, tout comme le célèbre politicien qui a dit ça. Quand il a dit ça, il n'a pas très bien réfléchi. Et le célèbre politicien, il est devenu président de la République.

Aïda Kamar : Juste un commentaire. Autant je suis révolté, autant que vous par cette phrase, autant quelque part, quelque part, j'aimerais vous dire que la France vous l'aimez ou vous la quitterez, le Québec, vous l'aimez ou vous le quitterez, je crois qu'à la base il faut montrer à nos jeunes, et cette fierté, et cette volonté d'aimer ce lieu dans lequel ils se trouvent. Donc quelque part on les a oubliés un peu trop rapidement. (...)

Abdoul : Justement, quand vous dites on les a habitués, c'est peut-être dans ce sens-là qu'on est responsable. De dire, les jeunes, ce sont les jeunes de banlieues... s'ils cassent tout on va leur donner ce qu'ils veulent. Alors qu'en les responsabilisant, la solution est peut-être là.

Marie Deros : Je suis la conseillère de Parc Extension dans l'arrondissement de Saint-Michel et (...) dont Madame Kamar parle. J'aimerais juste donner une information en complément de ce que Madame Aïda Kamar **(01:08:41)** vient de dire. La tohu, c'est un petit pourcentage des

jeunes. Mais on a aussi des communautaires qui attirent et intéressent les jeunes vers le sport. Et voilà qu'ils font du basket, de la boxe, pour aider à leur donner une confiance en soi pour que, pour les sortir, comme Marie-Josée Bonin a dit, on travaille très fort... on travaille fort pour les encadrer pour leur donner une opportunité. Mais il faut que tout le monde travaille en concertation. Ce n'est pas que seul... Présentement, il y a un grand projet, une grande surface, un centre d'achat dans une carrière. Puis c'est là, où nous espérons, et on nous a déjà promis que ça allait créer plus que mille emplois, et que la plupart des emplois, plus que 50%, ils vont être pour les jeunes de l'endroit. Donc les jeunes vont pouvoir essayer de trouver de l'emploi, (...) au moins il y aura de l'emploi et il y aura de l'emploi. On sera quelque part avec eux.

Ce qui s'est passé à Montréal-Nord, c'était un incendie, c'était une expérience qu'on veut oublier, mais une réalité. On va voir ce qui s'est passé. Malheureusement, c'est pas juste Saint-Michel, c'est pas juste Montréal-Nord, il y a la petite Bourgogne, dans (...) où on a aussi des projets pour les jeunes (.....) terrain entre vendeurs et acheteurs (...) et c'est là où tout le monde va travailler en concertation et vont développer des projets qui travaillent sur la prévention. Malheureusement, je dis souvent que les gouvernements dépensent des milliards de dollars sur le développement social et pas assez sur la prévention. Si on investit dans ces jeunes-là dans l'avenir en prévention maintenant, dans l'avenir, nous n'aurons plus à dépenser dans le développement social parce qu'on aura déjà travaillé là-dessus. Puis j'espère qu'un jour les gouvernements fédéral et provincial vont vraiment comprendre ce message-là.

Claude Champagne : Centre de formation de groupes communautaires de Centre-Saint-Pierre. Deux questions. Dans la foulée des interventions, (...) je serais curieux de savoir comment vous avez développé une espèce, ce qu'on appelle un leadership collectif partagé. Parce que ce qui arrive souvent c'est qu'on se rend compte que ce sont des leaders de groupes communautaires qui disent aux jeunes que vous avez votre place dans une phase d'intégration... il faut pas attendre. Mais en même temps, je serais curieux de savoir quel leadership collectif, quel ... travailler? Et l'autre volet de ma question était plus... vous nous parlez d'un centre de formation de 700 salariés, le centre de formation Don Bosco, en fait, c'est qui vos partenaires, avec qui vous travaillez?

Abdoul : En fait, le centre de formation dont nous parlons ne comprend pas 700 salariés. C'est l'Association Don Bosco. Donc le centre de formation, c'est une partie de l'Association Don Bosco. Au centre de formation, on est 40. Maintenant que le centre a été partagé en deux, il ne reste plus qu'une dizaine, qu'une vingtaine de salariés. Donc, oui effectivement, notre partenaire c'est comme vous appelez ça, là, la région... la région qui est pour nous notre partenaire principal c'est (...) pour Véronique, espace (xxx) leur partenaire c'est l'Éducation nationale, si je ne me trompe. Nous on a des partenaires, un partenaire avec la ville, le département, un peu, mais beaucoup la région. Donc voilà. Et vous me parliez de comment on a, on n'a pas réglé le problème encore.

Claude Champagne : Quel leadership collectif vous insérez, comment vous vous y prenez mettons pour intégrer les jeunes avec les acteurs de la solution (pour venir à bout du) problème.

Abdoul : Ben, à un moment donné, ils ont parlé de l'histoire des grands frères. Pour vous expliquer ce que c'est que les grands frères, ben c'est des jeunes de banlieues qui ont réussi et qui reviennent dans leur quartier pour dire aux jeunes « Ben voilà, moi, je m'en suis sorti. Vous peut-être qu'en travaillant, vous allez vous en sortir ». Mais ça c'est remis en cause, remis en cause encore par le nouveau gouvernement. C'est remis en cause. Parce que c'est vrai que tout

n'est pas parfait. Ben, certains grands frères qui ont réussi, par exemple, parfois ils ont peut-être réussi pas dans les stupéfiants (01:14:24) (...) Donc ça, c'est remis en cause.

Francine Burnonville : Dans ce sens-là, on le sait, l'emploi c'est un gros problème. Vous autres, là, est-ce que vous avez des partenariats soit avec des entreprises... parce que moi je travaille avec le plus gros syndicat du Québec. Il y a quelque chose qui m'a frappé depuis longtemps (...) Dans la construction par exemple à Montréal, on a besoin de monde. Moi j'en reviens jamais que on a un représentant syndical qui vient de Montréal-Nord. C'est la première fois depuis que je suis là que je vois qu'il y a quelqu'un d'autre qu'un Québécois qui fait une job de plâtrier ou autre. Il y a d'intéressant, dans le milieu syndiqué, les jeunes (...) Avez-vous des contacts avec les syndicats?

Abdoul : Effectivement, on a des contacts avec certaines entreprises. Le seul problème c'est que les jeunes que l'on reçoit sont formés en rien du tout. Et le temps de les former, ils préfèrent trouver dans des boîtes pas terribles. Nous on est en train de réfléchir à des partenariats vraiment avec une entreprise à prendre des jeunes et à les former pour qu'ils puissent aller travailler dans l'entreprise. Bon, ça veut dire qu'on va être amené à former par exemple que des plâtriers, parce que l'entreprise a besoin de plâtriers. Mais là, si on arrive à développer ça avec d'autres entreprises, ce sera peut-être une des solutions.

Édith Mukakayumba : En j'aimerais moi aussi discuter d'une question qui nous ramènerait au sujet du jour. C'est que souvent, quand on entend parler des jeunes on entend parler de problèmes. On parle des jeunes qui sont dans les drogues, qui consomment, qui (...). Et ce matin, ça m'a impressionné, quand nous étions au Palais de justice, l'une des observations que j'ai faite et qui est connue à Montréal, c'est que les jeunes des minorités sont surreprésentés dans l'univers carcéral. Et alors, quel est le problème? Et l'autre question que je me suis posée est que cependant, il n'y a pas que les représentants des minorités qui ont des problèmes. C'est que le taux de suicide chez les jeunes est très élevé, on en parle beaucoup. On parle du taxage scolaire, avec lequel les jeunes ont des problèmes à l'école. Et la question qu'on a posé et s'il fallait essayer de canaliser les énergies de ces jeunes qui sont identifiés plutôt comme des problèmes que comme des solutions. Et qu'est-ce qui devrait être fait? Et des solutions nous ont été proposées parce que pour Montréal, Marie-Josée Bonin brossé un tableau, et la question que je me posais : Quelle est la part des jeunes dans les projets qui sont montés pour l'encadrement de la jeunesse? D'une part. Et d'autre part, s'il fallait accroître la part des jeunes et aller chercher cette énergie des jeunes, qu'est-ce qui devrait être fait? C'est peut-être des questions auxquelles on ne répondra pas nécessairement ce soir. C'était construire nos communautés... Aussi quand on parle de construire nos communautés, les jeunes fonctionnent à part, d'autres gens, d'autres âges à part. Et comment ressouder ces communautés de façon à ce que cette énergie de la jeunesse soit mise à contribution dans la reconstruction des communautés ethniques?

Abdoul : En France pour l'instant on est un peu dans la recherche à savoir justement comment on va valoriser le travail de tel jeune ou de telle communauté. Mais je pense que pour le moment, on cherche, on ne sait pas, on n'a pas vraiment de solution. Donc on cherche justement comment on peut éviter, ben justement à certains jeunes de casser des voitures, de se promener dans les cages d'escaliers... je crois que vous avez le même problème ici... Dans les banlieues proches et les banlieues de zoner dans les escaliers, j'ai entendu que vous prenez des animateurs. En France, ben c'est pareil. On met des animateurs dans les rues qui vont dans les quartiers difficiles. En passant, on n'a pas encore de stats qui vont nous dire que ça marche. Donc on en est là.

Marie Deros, conseillère de Parc Extension : Nous avons plusieurs façons de valoriser et de chercher ces jeunes-là et de les faire parler. On a beaucoup d'associations de jeunes, des maisons des jeunes, des jeunes unies où ils travaillent des programmes de la Ville où ils laissent ces jeunes-là vivre ensemble. Après ça, pour les aider on les accompagne pour se trouver des emplois. Il y a aussi la fondation du maire, qui est aussi une fondation très connue, on subventionne, on donne des subventions pour leurs projets. Il y a aussi une autre instance qui est subventionnée par le fédéral et qui s'appelle les XXX (CÉDEC) ??? et eux-autres ils aident à développer des plantations, des plantes de parterre, des jeunes, et qui donnent soit des subventions, soit des prêts, pour développer des programmes de support des jeunes qui veulent s'en sortir, et qui veulent les partager avec des programmes qu'on a avec beaucoup de parents parmi nos jeunes. Donc, il y a différents programmes d'aide et d'encadrement et je suis très fière de dire qu'on a plusieurs jeunes qui ont sorti de leur problématique jeunesse et qui voient leur vie revenir et qui aident les autres jeunes à sortir de leurs activités (01:21:57) on prend l'exemple de Joachim Alcine, il provient des gang de rues de St-Michel, il voulait toujours devenir champion mondial, il savait pas de quoi, il cherchait, et il est devenu champion mondial de boxe. Aujourd'hui, il revient à St-Michel, il donne des conférences, il travaille avec les jeunes, les associations de jeunes et on est chanceux d'avoir Alcine qui redonne pour encourager nos jeunes.

Marie-Josée Bonin : On s'est aperçu dans les quartiers que ceux qui obtiennent les meilleurs résultats ont un tissu social et ont plus d'organismes communautaires pour dès que la jeune mère monoparentale de 16-17 ans est enceinte, elle est sûre d'avoir du soutien. Une fois qu'elle a le bébé, encore une fois quelqu'un d'autre arrive et qui lui dise que ton bébé il faut que tu le nourrisse bien. Rendu à l'adolescence on s'aperçoit de la perte de compétence chez les parents. Ce que l'on voit chez les nouveaux arrivants ici au Québec, quand les gens ne maîtrisent pas la langue, quand les parents ne maîtrisent pas la langue et que le traducteur de la famille, c'est le jeune qui est à l'école, il se fait une coupure entre les parents et le jeune et l'école et on n'y arrive pas. Il y a des milieux, je pense à Centre-Sud, où il y a des projets il y a des écoles qui cherchent des parents interprètes pour permettre que le lien parental soit maintenu, pour que le parent ait sa propre information comme parent. Donc, il y a eu une enquête qui a été très révélatrice par la Direction de la santé publique, sur la maturité scolaire des jeunes, c'est-à-dire est-ce qu'à cinq ans, rappelez-vous que l'école commence à cinq ans... est-ce qu'à cinq ans les jeunes (...) et ils disaient en fonction de la défavorisation de chacun des quartiers ... et le quartier St-Michel, dont on parle, était très pauvre de par ses indicateurs de pauvreté, par contre, en maturité scolaire, il était aussi performant qu'un quartier chic et de bon goût que le plateau Mont-Royal, présentement. Donc on s'est demandé « Elle est où la réussite? » et la seule chose que l'on peut constater, c'est que dans ce quartier là, depuis plus de dix-quinze ans, le tissu social s'est (...) de telle manière que moins de personnes soient seules. À partir du moment où tu as un voisin, un intervenant, un leader de la communauté, certains prêtres ou religieux de diverses confessionnalités qui peuvent raccrocher les gens, c'est là qu'on voit qu'on a plus de réussite. Donc, nous dans nos interventions on veut être certains d'être attachés avec ces milieux là. Ce qu'on fait dans Montréal-Nord présentement, nous on s'est dit qu'on est capable de mettre tous les gouvernements autour de la table et ils vont nous parler si on les appelle mais on a dit à l'arrondissement « Assure-toi que tout ton milieu communautaire est attaché ensemble pour que vous nous disiez c'est quoi vos priorités et que nous qui avons l'argent, les structures, les bâtiments et tout ça on soit capable de répondre rapidement à ce que vous allez nous demander. Mais c'est sûr que la définition des priorités il faut que ce soit le milieu qui la donne sinon on n'y arrivera pas.

Geneviève Giasson : À vous écouter depuis tout à l'heure, j'ai l'impression qu'il y a un élément d'intégration qu'il y a chez vous (En France) c'est la concentration. Ici, on n'a pas cette difficulté-là ici je dirais qu'on a une certaine équité dans la répartition dans l'offre de services publiques par toute une succession de programmes municipaux qui ont favorisé aussi cette équité-là (...) alors j'ai l'impression que la capacité à mettre à profit un réseau socioéconomique communautaire au profit des jeunes, on a davantage ces ressources-là ici. Mais c'est certain que quand on a le développement d'un mégaprojet comme celui de la carrière, dont parlait Madame Deros, qui apporte mille emplois dans un quartier qui est une opportunité et qui signifie du développement économique. Mais quand on est dans un quartier où les commerces périclitent, j'imagine que ce n'est pas la même chose.

Abdoul : Justement, puisque vous parlez de ça, je crois que le Québec, c'est dix fois la France (en superficie), c'est comme ça... Je crois que les quartiers dans les banlieues ont été construits dans les années 1970. Donc c'est des grandes tours. On appelle ça les (XXX). Donc les gens sont mis là par rapport à tel ou tel critère on ira dans telle tour, de sorte que la concentration, c'est évident, quoi. Maintenant, on est en train de faire machine arrière, on est en train de détruire toutes les grandes tours, là, et on est en train de faire des bâtiments à deux étages, trois étages, pas plus. Comme ça, au moins, les gens sont un peu moins concentrés. Effectivement, je pense que vous êtes en avance par rapport à nous sur ces problèmes-là.

Aïda Kamar : Il me semble qu'il y a quelque chose d'important, c'est tout l'apport de ce qui est culture, là. Parce que de plus en plus de monde, comme le nôtre, n'a plus une forme d'art. Parce que de plus en plus de cultures du monde (xxx) et donc quelque part les jeunes reviennent à des cultures qui ont été celles de leurs parents, qui sont des cultures d'origine, les font découvrir à leur (xxx) se valorisent à partir de quelque chose qui plaît à tout le monde et l'on réalise que de plus en plus lorsque des artistes, parce que au niveau des jeunes, la quantité de talents, de créateurs à tous les niveaux dans toutes les disciplines est (xxx), je pense que tout ce qui est pressions au niveau artistique, tout ce qui est événement, tout ce qui est moment de rencontre autour de musique, de danse sont des moments privilégiés pour pouvoir se mettre en œuvre, pour pouvoir couper ces barrières, il n'y a plus une culture... il y a ce que chacun apporte ce qu'il est dans sa musique dans sa façon de faire, de danser etc. et je crois qu'ici, au Québec, depuis quelques années nous sommes en train de découvrir de plus en plus ce qu'est ce creuset de rencontre que sont les moments culturels, non seulement dans le cadre des moments de jeunes mais même dans nos événements, même nos plus grands événements aujourd'hui s'ouvrent à une plus grande diversité absolument extraordinaire. Et donc les jeunes, aujourd'hui, ont l'occasion de voir des artistes réussir. Des artistes venant de partout, des artistes faire leur place, être reconnus, d'être appréciés et je crois (xxx).

Abdoul : Je ne peux qu'approuver ce qu'elle dit. J'ai réfléchi pendant que vous parliez et je me dit que quand on parle d'ethnie et tout ça, là (01:30:13), vous, vous vous ouvrez au monde. Vous n'êtes pas colonisateurs, au contraire, vous appelez les gens à venir vivre au Canada. Tandis que nous autres, c'est le contraire. C'est restez chez vous... (rires) l'approche n'est pas la même. La France a colonisé beaucoup de pays, maintenant les gens veulent venir en France. Non, non non! Restez chez vous. On va peut-être vous aider mais restez chez vous.

Aïda Kamar : Mais maintenant il y a les jeunes génération. Cette jeune génération n'a plus les mêmes relents de culpabilité qu'avaient leurs aînés et par conséquent de bâtir avec la nouvelle génération excessivement métissée, qui est là et qui veut davantage. Nous nous sommes peut-être davantage un pays d'accueil tandis que vous ça va venir dans une génération.

Abdoul : Ben, on dit ça. (rires). Pour l'instant, je ne vois pas venir. On dit France, terre d'asile... (rires).

Francine Burnonville : J'ai une question à vous poser. Vos jeunes, est-ce qu'ils vivent encore chez leurs parents (01:31:41) ?

Abdoul : De moins en moins. Certains vivent dans la rue. Certains prennent leur indépendance. Ceux qui vivent encore chez leurs parents, ce sont les étudiants. Parce qu'ils n'ont pas les moyens de... si je me trompe, vous m'interpellez, ils n'ont pas les moyens de vivre seuls en faisant leurs études. Maintenant, un jeune chez nous dès qu'il se trouve un travail, même s'il n'est pas d'un programme déterminé, il va chez ses parents. Ben, voilà.

Francine Burnonville : Est-ce que vous avez des coopératives d'habitation où les jeunes vivent ensemble?

Abdoul : Vous voulez dire, des colocations?

Francine Burnonville : Il existe à Montréal un projet lancé par des Haïtiens et auquel la CSN a contribué financièrement. Il y a de six à huit logements destinés à des jeunes. Il y a une personne qui supervise l'endroit. Alors, c'est comme une commune de jeunes, une coopérative privée.

Abdoul : Non, nous on n'a pas ça. Les jeunes font de la colocation, mais pas de coopérative. On n'a pas ça, pas encore. Mais j'espère que ça va venir parce que c'est une bonne idée.

Agathe : Par rapport aux grands immeubles en France dans lesquels on entasse les gens et les nouveaux immeubles de deux étages que l'on construit et aussi par rapport au projet d'encadrement de la jeunesse, j'ai une question. Avant 2000, mon mari et moi on vivait aux États-Unis. Nous avons commencé par habiter dans un quartier pauvre et on a pu observer que dans un quartier pauvre, on a plus de chance de rester pauvre, de grandir pauvre. C'est difficile de s'en sortir. Quand on était là-bas, on voyait que les enfants lorsqu'ils sont dans des quartiers pauvres ils fréquentent des écoles qui sont pauvres, moins réputées. Donc, on a du déménager pour aller dans un quartier pour que nos enfants puissent avoir une bonne éducation. Quand on parle d'un projet d'encadrement des jeunes – je ne connais pas vraiment le cas du quartier de Saint-Michel ou bien de Montréal-Nord, parce que quand je suis arrivée ici, on m'a dit en tout cas c'est pas un beau quartier, quand vous avez des enfants, il faut éviter d'aller habiter là-bas. Donc, en ce qui concerne les projets à propos des jeunes, est-ce qu'il y a moyen d'essayer de faire un mélange, un mixe pour qu'on ne trouve pas seulement un groupe de jeunes immigrants, un projet de jeunes africains, un projet de jeunes haïtiens, parce que c'est difficile de s'intégrer. Moi, je suis rwandaise. Il serait sans doute préférables que les jeunes d'un endroit ne se fassent pas étiqueter comme étant d'origine haïtienne, rwandaise, des latinos.

Ma question c'est est-ce que vraiment on peut ne pas regarder un groupe d'origine si on veut que les gens soient intégrés dans une communauté?

Abdoul : C'est maintenant en France qu'ils viennent de réfléchir à ce que vous venez de dire là. Ils essaient de mettre les gens pas que par ethnies. C'est maintenant, depuis qu'ils ont détruit les grandes tours, là, maintenant ils se disent « On va essayer de pas tous mettre tous les gens ensemble (01:37:01) parce que c'est vrai que ça ne marche pas. Voilà. Donc, ils n'adhèrent pas. Maintenant, on essaie de mélanger un peu mais il y a aussi la question de la carte scolaire. Parce qu'en France, quand on est d'un quartier, on allait obligatoirement dans l'école du quartier. Maintenant, ils ont enlevé ça. On peut aller dans une autre école. Si on est issu d'un quartier, on n'est pas obligé d'aller dans l'école du quartier.

Édith Mukakayumba : Ce soir, nous avons la chance d'avoir des jeunes avec nous (01:37:45) dans la salle qui pourraient parler éventuellement de ce qui devrait être fait. Je me demandais si quelqu'un parmi les jeunes voudrait venir en parler.

Abdoul : Ben Jérémy, tu peux venir parler de ton expérience. Donc, je vous présente Jérémy. Il va vous parler de son expérience. Raconte un peu comment tu as fait pour venir au Canada...

Jérémy : Ben, j'ai eu de petits problèmes avec la justice, tout ça. Et ça n'a pas été facile. Donc j'ai rencontré Don Bosco et à partir de là, on a amené un projet pour venir au Canada sur la justice, car en fait j'ai fait une connerie, et voilà, et j'ai payé cette connerie, à cause des peines qui sont lourdes,

Mme Deros : J'aurais une question pour vous. Pour les jeunes, chacun peut penser individuellement, mais on part de ce que les gouvernements veulent faire, est-ce que c'est bien organisé, est-ce que c'est le communautaire (inaudible).

Jérémy : Je ne sais pas comment répondre à votre question, mais je sais en France, il y a une chose qui est sûre c'est que si on n'a pas de diplôme, on travaille pas. Ç c'est sûr. Il faut aller en formation. Là ça fait six mois que j'attends pour avoir une place (...), je voudrais faire un travail en peinture mais je n'ai toujours pas la place. Mais j'attends.

Marie Deros : Est-ce que vous pensez que tout ce qu'on vous dit ici, tout ce que vous venez d'entendre durant l'heure qui vient de passer ou ailleurs, est-ce que vous pensez, vous connectez avec ce qu'on dit, bon on parle de choses qui peuvent raccrocher à la société, est-ce que nos discours vous rejoignent, est-ce que ç ajoute quelque chose?

Jérémy : Ici, ça n'a rien à voir. Tout, les lois, tout est changé. Rien n'est pareil ici. Et ça, de toute façon, en France, comme on dit les lois, elles sont beaucoup trop dures pour les bêtises qu'on fait, ça je les trouve trop dures.

Édith Mukakayumba : S'il fallait faire quelque chose, pour les choses que tu recommandes (xxx), qu'est ce que tu pourrais faire à partir de ton expérience de conneries, pour aider d'autres jeunes pour qu'ils ne le fassent pas? Ou bien pour aider des jeunes pour qu'ils ne recommencent pas tes conneries?

Jérémy : Moi je ne pourrais pas dire ce qui pourrait être fait...

Édith Mukakayumba : Non, ce que toi tu pourrais faire...

Jérémy : Bon moi ce que je pourrais faire, ben j'ai fait une connerie et j'ai payé. Je suis dans le droit chemin. Je suis en attente d'une formation. Je cherche du travail. J'ai arrêté les stupéfiants... et il y a plusieurs choses qui se sont mis en place. Et après, les jeunes, c'est dans leur tête que ça se passe. Tu ne peux pas...

Édith Mukakayumba : Est-ce que toi tu peux aider d'autres jeunes?

Jérémy : C'est possible. C'est possible.

Abdoul : Je crois que tu peux aider d'autres jeunes. Tu es venu avec des mineurs et quand ils sortent le soir, tu les accompagnes. Tu les prends en charge. Tu leur donnes des horaires auxquels ils doivent rentrer. Donc tu veilles sur eux en les encadrant. Voilà! (applaudissements)

Jérémy : C'est bon! (rires) Merci! (applaudissements)

Édith Mukakayumba : Comme vous le constatez, il y aurait beaucoup de choses à dire. **(01:43:55)** Peut-être avant de passer la parole à Madame Deros, j'aimerais parler de quelque chose, des témoignages qu'on nous a donnés quand on préparait ce café. Vous savez, quand on dit construire nos communautés et nos cités, avec les jeunes d'origines et de conditions diverses, je crois qu'on le comprend assez bien. D'origine, c'est, quand on parle d'origine ici, on parle des jeunes de souche, de communautés de souche ethnoculturelle, mais on parle de ceux de l'ensemble de la diversité et on a travaillé beaucoup avec la Direction de la diversité sociale de Montréal et avec beaucoup de gens. Et, avec les gens qui viennent de Brest, on a commencé à parler avec eux, donc pour proposer de faire une présentation. Ils ont dit « Nous, nous sommes des praticiens. Nous ne sommes pas habitués à faire des discours ». Et quand on travaille aussi avec les gens qui sont à la base, sur le terrain, souvent les gens qui connaissent les problèmes, qui vivent les problèmes au concret, au quotidien, ne peuvent se prononcer parce qu'ils disent « Nous ne savons pas le dire ». Et ce qui m'interpelle dans le passé, j'aimerais le dire en particulier avec des femmes d'origine qui ont vécu des tragédies et qui disent qu'on ne peut pas le dire et de mon point de vue personne d'autre ne peut le dire à leur place. Alors, qu'est-ce qui est arrivé dans le passé on les a invités, des fois elles venaient devant le micro et quand elles commençaient à parler elles pleuraient. Pleurer, c'est aussi s'exprimer. Pourquoi je parle de cela, c'est que quand on enseigne, quand on travaille en milieu universitaire, enseignement ou recherche, souvent on travaille avec des connaissances dépassées. C'est que la réalité vécue sur le terrain, on commence à travailler là-dessus quand elle a déjà évolué. Et ce qui est très important, c'est d'être sur le terrain avec les jeunes, avec les communautés pour suivre au jour le jour la réalité quotidienne. C'est pour vous dire combien on est très très heureux de ce premier café géographique. On espère que ça va se répéter plusieurs fois. Il y avait beaucoup de gens qui avaient confirmé – on est déjà beaucoup mais on aurait eu des problèmes de place si tout le monde était venu –, mais c'est que la réaction a été très enthousiaste.

C'est pour dire qu'on aimerait interpeller tout le monde, ceux qui sont dans tous les milieux, dans tous les environnements, pour écouter ces jeunes, pour écouter ces communautés, pour écouter ce que les gens ont à nous dire. **(01:46:29)** Et écouter aussi tous les langages. Il y a des gens qui ne savent pas nécessairement dire les choses dans le langage de la majorité, si l'on peut dire. C'est tout simplement d'être à l'écoute et je pense que c'est fondamental. Sur ce, c'est pour vous dire que à Montréal je dis souvent aux gens « Mon pays, c'est Montréal ». Parce qu'à Montréal, je suis vraiment bien. C'est pour vous dire qu'à la Ville de Montréal, on travaille avec des gens du Conseil exécutif et Marie Deros, elle est conseillère, elle s'est déjà présentée devant vous tout à l'heure, elle est associée au Conseil exécutif sur les questions qui concernent la diversité culturelle. Elle a tout un CV dans la relation avec la jeunesse et on pourrait l'inviter à venir nous dire un mot de la fin. Et ce n'est pas fini, on pourra se revoir encore plus tard. (Applaudissements).

Mme Deros : Merci beaucoup. Sachez que je suis le produit d'un génocide. Je ne suis pas victime. Mon père a quitté son pays à cause d'un génocide. Il est allé en Grèce où il a rencontré ma mère et je suis le produit et je suis de deux origines. Donc, je comprends les tragédies. Aujourd'hui, je n'ai personne du côté de mon père. Ils sont tous décédés.

Félicitation, premièrement, pour cette initiative. Alors, à Édith Mukakayumba et à Jules Lamarre pour cette organisation aujourd'hui. **(01:48:29)** Sachez dans le passé, comme membre de l'exécutif responsable du sport, du loisir et du développement social, on fit un échange avec Lyon sur les quartiers sensibles où on a visité le quartier de XXX où il y avait de gros bâtiments,

il y avait des Maghrebains et d'autres communautés. Ils ont eu des problèmes, des problèmes majeurs. Je ne sais pas si aujourd'hui ces gros bâtiments sont démolis. Mais je sais qu'ils ont été améliorés. Je voudrais aussi souligner le beau travail de Marie-Josée Bonin avec toute son équipe. Alors, merci beaucoup Marie-Josée. **(01:49:14)**.

Premièrement un gros merci à vous tous pour être ici, pour partager vos réflexions sur un sujet majeur, la reconstruction de nos cités et de nos communautés. Le district que je représente, Parc Extension, est un petit quartier géographiquement. Mais nous avons une densité incroyable, j'ai 33 000 personnes qui habitent dans ce petit endroit géographique de 2,2 kilomètres carrés où je suis fière de représenter des gens qui viennent de plus de 100 différents pays. Alors bienvenus à ce beau Centre d'histoire de Montréal, ce lieu propice à la reconstruction des histoires communautaires et identitaires. En tout premier lieu, je tiens à dire que je suis très heureuse d'avoir assisté à ce premier café géographique de Montréal et je tiens à féliciter encore une fois les conférenciers de ce jour, Madame Véronique Gani venant de France et encore une fois Madame Marie-Josée Bonin directrice de la diversité sociale ainsi que les intervenants et organisateurs de cette rencontre. Ce n'est pas facile quand on n'est pas habitué d'être conférencier mais avec vous jeunes vous avez fait très bien. Après les quelques premiers mots ça finit par aller très bien (à l'endroit de Véronique Gani).

C'est avec un très grand intérêt que j'ai suivi les discussions de cette soirée. En tant que conseillère associée aux communautés culturelles, au développement social et communautaire de la Ville de Montréal, le thème de la rencontre de ce soir, reconstruire nos cités et nos communautés avec les jeunes d'origine et de conditions diverses, enjeux et défis m'interpelle fortement. Il s'agit-là des défis les plus importants de nos sociétés contemporaines à l'aube de la mondialisation et du multiculturalisme. Réussir à bien vivre ensemble, malgré nos différences et le respect des pratiques coutumes et croyances de chacun, est une nécessité surtout dans une ville cosmopolite comme Montréal où la richesse de ses communautés culturelles concourt à définir la diversité. Les relations interculturelles évoluent à une vitesse incroyable sont l'un des aspects sur lesquels nous devons concentrer nos efforts afin que nos jeunes tout comme nos aînés trouvent une place adaptée et pertinente au sein de notre belle ville.

Je dirais qu'il y a beaucoup à retirer de ces relations entre différentes générations de membres de communautés culturelles. Les premières générations feront un legs aux générations subséquentes mais elles n'auront pas nécessairement vécu les mêmes expériences. Le regard sur l'autre, la tolérance envers la différence et les valeurs de respect, qui doivent guider nos relations dans la société, nous feront évoluer tous par l'échange, le dialogue et l'ouverture. C'est pourquoi il est important de participer aux rencontres organisées par les géographes de quartier et de multiplier les initiatives qui favorisent le dialogue sur l'intégration de nos jeunes au sein de notre société. L'administration municipale fait son effort pour le maintien de la cohésion sociale, tel que décrits il y a un instant par Madame Bonin, ces efforts n'auront leur plein effet que si tous ensemble nous multiplions les occasions de participer **(01:53:13)** à la vie, à la vie citoyenne mettant l'individu au cœur des actions tout en protégeant nos acquis et nos institutions. On peut alors espérer construire ensemble une Cité de manière harmonieuse.

Souhaitons longue vie aux Cafés géographiques de Montréal, et merci à tous d'avoir soutenu cette première rencontre qui inaugure une saison de débats et de discussions. Alors, bon succès pour les prochaines éditions. Merci. (applaudissements)

Édith Mukakayumba : Alors, avec ce moment de la fin, on aimerait encore vous dire merci infiniment. Vous trouverez des sucreries et du café, gracieuseté de la Ville de Montréal. Peut-être pour finir, j'aimerais souligner, très souvent on attend après la Ville et c'est de dire qu'est-ce qu'on peut faire avec notre ville, étant donné toute cette ouverture dont vous avez été témoins. Aors, je ne sais pas si quelqu'un voudrait ajouter un mot... Mais peut-être avant de partir, avant que Madame Marie Deros nous quitte, on pourrait la photographier en compagnie des jeunes qui viennent de France.

Abdou : En fait c'est pour vous dire combien on a été ému, très contents d'avoir été invités à ce premier Cafés géographiques sur Montréal, c'est ça, donc nous sommes très honorés d'être les premiers invités de France. Donc à notre tour, par contre, on vous invite tous à Brest, à venir nous retrouver. On pourra peut-être monter un Café géographique à Brest aussi. Voilà. Merci! (applaudissements). (01:55:30)